



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 26 JAN 2017

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

de la société CHIMIREC MALO – établissement du Coudoulet située à Orange (84100) de respecter les dispositions de l'article 3-3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 modifié, relatives au bâchage de la lagune réceptionnant les déchets liquides biodégradables

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,
- VU le décret du 11 février 2015 portant nomination du préfet de Vaucluse-M. Bernard GONZALEZ ;
- VU l'arrêté préfectoral modifié du 7 mai 1993, autorisant la société CHIMIREC MALO à exploiter un établissement de traitement de déchets sur le territoire de la commune d'Orange,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 janvier 1995 actualisant les prescriptions contenues dans l'arrêté d'autorisation du 7 mai 1993 délivré à la SARL TTC à Orange,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2004-06-18-0010-PREF du 18 juin 2004 portant modification de l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 et prescrivant à la société TTC MALO une mise à niveau de la plateforme de compostage de boues de STEP exploitée au lieu-dit « Coudoulet Ouest » à Orange,
- VU le récépissé de changement d'exploitant du 22 mars 2007 actant de l'exploitation par

la société CHIMIREC MALO depuis le 1er février 2007, de l'installation de traitement, de transit et de regroupement de déchets industriels en zone industrielle du Coudoulet, en lieu et place de la SARL TTC MALO,

- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013049-0007 du 18 février 2013 portant modification des conditions d'exploitation du site situé 1004, rue Roussanne à 84100 Orange de la société CHIMIREC MALO,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014212-0001 du 31 juillet 2014 relatif à la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations de la société CHIMIREC MALO – site du Coudoulet à Orange ;
- VU l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 modifié qui dispose à l'alinéa 6 : *« La réception des matières de vidange se fera en fosse étanche couverte de capacité inférieure à 5 400 m³ »* ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2016 donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU le rapport du 15 décembre 2016 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 21 octobre 2016, l'Inspection des installations classées a constaté que la réception des déchets liquides biodégradables, dont les matières de vidange, est réalisée dans une lagune non couverte ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'alinéa 6 de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 modifié susvisé,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société CHIMIREC MALO de respecter les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 modifié, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

APRÈS communication du rapport de l'inspection des installations classées le 15 décembre 2016, à la société CHIMIREC MALO,

A R R E T E

ARTICLE 1

La société CHIMIREC MALO est mise en demeure, pour son site du Coudoulet à Orange, de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'alinéa 6 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 susvisé.

ARTICLE 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Un recours peut être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le sous-préfet de Carpentras, le maire d'Orange, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la directrice départementale de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Thierry DEMAPET

ANNEXE 0

Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Par exception, la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent être déférées à la juridiction administrative.

I bis.-Les décisions concernant les installations de production d'énergie d'origine renouvelable peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de quatre mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre mois à compter de la publication desdits actes.

II.-supprimé

III.-Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.